

Des causes de l'illettrisme

Catherine STERCQ – Coprésidente

En septembre 1983, *Lire et Ecrire* lançait une première campagne de sensibilisation à la persistance de l'analphabétisme en Communauté française de Belgique comme dans l'ensemble des pays industrialisés.

Aujourd'hui, 25 ans plus tard, plus de 16.000 personnes adultes s'investissent dans une formation d'alphabétisation tandis que chaque année, selon les statistiques officielles, 7% des enfants quittent l'école primaire sans certificat d'études de base.

Comment est-ce possible ? Alors que l'économie de la connaissance est un axe majeur de la stratégie de l'Union européenne ? Alors que l'enseignement est obligatoire en Belgique jusqu'à 18 ans ?

Notre société aurait-elle besoin d'une population illettrée ?

L'analphabétisme d'une partie de la population aurait-il une fonction sociale ? Tout le monde s'accorde en effet à dire qu'aujourd'hui l'alphabétisation constitue le minimum vital de la qualification, indispensable pour évoluer dans une société en stade de développement avancé : pour trouver ou garder un emploi, accéder à une formation professionnelle, pour faire face aux obligations de la vie de tous les jours ou participer à la vie sociale en tant que citoyen à part entière.

Tout le monde s'accorde... et pourtant, tout se passe comme si une partie importante de la société supportait l'idée qu'il y ait des citoyens de seconde zone ! Les plus cyniques s'en réjouissent même, car ces adultes constituent un volant de main-d'œuvre docile, sur lequel on peut jouer à volonté, l'incluant ou l'excluant du marché du travail en fonction des besoins des entreprises. Ils ont la garantie que cette main-d'œuvre ne sera pas en mesure de se défendre et ont, en prime, la conscience en paix puisque la responsabilité de leur situation peut facilement leur être renvoyée...

Les témoignages recueillis auprès de personnes analphabètes au cours de recherches et colloques

d'apprenants¹ mettent effectivement en avant les multiples **ruptures** vécues :

- ruptures familiales : placement en institution, deuil, séparation, migration,... ;
- ruptures linguistiques : entre la langue de la maison, la langue de l'école, la langue de l'administration,... ;
- ruptures culturelles : entre la culture légitimée par l'école, la culture familiale, les rapports au travail et aux savoirs ;
- ruptures scolaires : redoublement, changement d'école, sentiment de rejet,... ;
- ruptures économiques : conditions de vie difficiles, pauvreté, exclusion,... ;
- ruptures identitaires : identification à un modèle négatif, « *Je suis bête* » remplaçant toute identité propre, entraînant la perte de l'estime de soi et des réactions de repli ou d'agressivité.

Si ces ruptures se conjuguent individuellement, elles sont cependant d'abord des ruptures économiques et sociales, des ruptures de solidarité dans une société inégalitaire basée sur la recherche du profit, l'exclusion et la discrimination. Ce qui produit soit **l'analphabétisme d'oppression**, lorsque le repli sur soi, le sentiment de rejet et le fatalisme se développent, l'environnement paraissant immuable. Dans ce contexte, pourquoi lire, pourquoi écrire ? Soit **l'analphabétisme de résistance**, lorsqu'au contraire on préserve sa dignité en refusant d'acquiescer la langue et la culture de l'opresseur.

Aussi, pour *Lire et Ecrire*, si les causes sont multiples et, dans la majorité des cas, se conjuguent et se

1. Voir notamment :

- Sylvie-Anne GOFFINET, Anne LOONTJENS, Anne LOEBENSTEIN, Catherine KESTELYN (*Lire et Ecrire*), **Les itinéraires d'analphabétisme**, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1985.

- Charles DUCHÈNE, Catherine STERCQ, **La place et la participation effective des population d'origine belge aux formations d'alphabétisation en Région bruxelloise**, 2ème partie : Parcours d'apprenants, *Lire et Ecrire*, 2007.

- **L'illettrisme on en parle nous-mêmes**, Actes du colloque d'apprenants organisé par l'association 'L'illettrisme Osons en parler' avec le soutien de *Lire et Ecrire*, du 4 au 8 juin 2007.

renforcent, **l'analphabétisme, plutôt qu'un problème individuel, est d'abord un problème politique lié à l'exclusion d'une partie de la population des circuits de participation et de communication. Lié au développement d'une société inégalitaire** qui a besoin de bras sans cerveaux ou de cerveaux formatés pour un usage précis, une société qui a besoin de 'bonnes' et de 'mauvaises' écoles pourtant jugées 'bonnes' pour certains enfants, les enfants de pauvres, les enfants de migrants,... Une société dans laquelle les 'handicapés sociaux', 'ceux qui ne savent pas lire', constituent une main-d'œuvre bien plus rentable pour les entreprises de travail adapté² que les personnes souffrant véritablement d'un handicap.

Notre société aurait-elle besoin d'une population illettrée ?

Les différents articles de ce double numéro du *Journal de l'alpha*, qui reprend une partie des contributions – celles centrées sur les causes de l'illettrisme – des intervenants au **colloque que Lire et Ecrire a organisé les 5 et 6 septembre 2008 à Bruxelles**³, développent cette question.

Les deux premiers articles – C. Stercq (p. 8) et A. Melo (p. 13) – nous rappellent le dilemme de l'histoire de l'éducation du peuple. Exclure de l'éducation la majorité de la population pour la contrôler mieux ? Ou la contrôler mieux au travers de son intégration dans (et par) le système scolaire ? Et nous parlent de la contradiction entre la volonté d'augmenter le niveau d'instruction pour faire face aux nouveaux besoins économiques et sociaux et la volonté de maintenir chacun à sa place, toute structure sociale engendrant un mode d'éducation propre à la maintenir et à la reproduire.

L'alphabetisation n'échappant pas à cette contradiction, le *troisième article* – M. Couillard (p. 17) – affirme avec force que nous avons besoin des personnes en situation d'illettrisme pour chercher avec elles comment gagner le droit à l'instruction pour tous. Et interroge la capacité des groupes d'alphabetisation à permettre l'émergence et la construction, par et avec les personnes vivant l'ex-

clusion, d'une pensée collective. La question des causes de l'illettrisme étant avant tout celle-ci : quelle société voulons-nous faire advenir ?

Ces préalables posés, le *quatrième article* – A. Vinérier (p. 21) – situe la multiplicité et la complexité des paramètres qui fabriquent l'illettrisme dans une histoire et un contexte socio-économique et culturel donné. Les paramètres du temps, passé familial, scolaire et professionnel,... se croisant avec les paramètres des savoirs, les aspects psycho-affectifs et cognitifs et les paramètres de l'environnement. Et conclut que face à la 'fabrique de l'illettrisme', l'accès à la connaissance ne peut passer que par la reconnaissance. Reconnaissance qui exige de changer de posture, soit passer d'une conception de l'individu déficient à une conception de l'individu participant.

Le *cinquième article* – G. Liénard (p. 30) – pose l'illettrisme comme une des inégalités culturelles fondamentales de la 'société de la connaissance', inégalités culturelles qu'il est difficile de reconnaître, et donc de travailler. Les inégalités culturelles sont-elles légitimes ou non ? Justes ou injustes ? Normales ou anormales ? Faut-il attribuer la responsabilité de ces inégalités au système, aux organisations, aux individus eux-mêmes ? Après avoir analysé les différents niveaux et spécificités de ces inégalités culturelles, l'auteur les met en correspondance avec le vécu subjectif et les réactions de l'individu et du groupe qui en sont victimes.

Pour diminuer l'illettrisme, outre l'investissement propre des personnes concernées, prenant conscience que le manque ressenti provient essentiellement d'un processus inégalitaire qui peut être enrayé, il convient de promouvoir un modèle pédagogique basé sur la coopération exigeante et la solidarité. Mais il faudra aussi que tous les groupes sociaux acceptent une priorité première : hiérarchiser leurs revendications en les soumettant au rétablissement des droits et de la dignité culturelle des individus les plus marqués par les inégalités. Ce qui est loin d'être le cas comme l'illustrent les violents débats actuels sur l'inscription des élèves en secondaire. Comme d'autres, l'article propose également des pistes de réflexion politique sur les actions d'alphabetisation.

Le *sixième article* – D. Grootaers (p. 40) – met à jour, par le biais d'une analyse historique de notre système

2. Précédemment appelés 'ateliers protégés'.

3. Les interventions qui ne sont pas reprises ici, ou pas reprises dans leur intégralité, sont disponibles en ligne sur le site de Lire et Ecrire : www.lire-et-ecrire.be (Lire et Ecrire > Recherches et études 2009).

d'enseignement, les principes qui ont guidé et guident aujourd'hui encore le projet scolaire. Et montre en quoi l'idéal démocratique qui en était la base a toujours été – même si aujourd'hui on est passé du projet de la méritocratie à celui de l'éducabilité généralisée – un idéal individualiste ne pouvant déboucher que sur la réussite individuelle. Au contraire, un idéal s'inscrivant dans la tradition minoritaire de l'éducation populaire, mettrait en avant la solidarité dans le but de travailler ensemble, de produire du savoir ensemble et de réussir ensemble.

Les deux articles suivants – N. Hirtt (p. 49) et une étude du GERME (p. 62) – objectivent les inégalités scolaires à partir de l'analyse des facteurs explicatifs des résultats fortement différenciés des élèves. Et démontent les mécanismes de ségrégation et de reproduction des inégalités à l'œuvre. Aujourd'hui, l'école sélectionne et exclut essentiellement sur base de l'origine sociale, à laquelle s'ajoute l'origine ethnique selon les chercheurs du GERME. Situation liée à l'organisation de notre système d'enseignement basé sur une sélection précoce, une forte hiérarchisation des filières (général, technique, professionnel), une liberté et un 'quasi-marché' scolaire permettant aux écoles – et aux familles – de se faire concurrence.

Ensuite, trois autres articles – J. Bernardin (p. 70), B. Rey (p. 79) et É. Bautier (p. 86) – abordent la question des inégalités scolaires du point de vue des apprentissages et des pratiques des enseignants. Et traitent ainsi également, sous un autre angle, de la question des inégalités scolaires face à cet objet éminemment culturel qu'est l'écrit et dont l'acquisition implique transformation identitaire et véritables déplacements cognitifs et sociaux. Ils proposent des pistes de réflexions pédagogiques pour permettre l'accès de tous à l'ensemble des possibilités cognitives que l'écrit permet de construire, et pas seulement à un écrit réduit à du stockage d'informations.

Dans son article *Le désir de lire-écrire*, Francis Andrieux (p. 91), compagnon de longue date de l'alphabétisation, décédé pendant le bouclage de ce journal et auquel nous tenons à rendre hommage, nous rappelle qu'avant toute autre chose, c'est le désir et l'amour qui président à nos apprentissages.

De manière moins poétique, l'article qui suit, *Mieux connaître les adultes peu scolarisés* (p. 95) présente plusieurs recherches qui traitent du rapport à l'écrit des personnes en situation d'illettrisme et mettent en évidence des pratiques qui ne répondent pas aux normes sociales dominantes. Et dont certaines, effectivement du registre du désir et de l'amour, pratiques d'écriture intime et implication des parents dans le soutien à la réussite scolaire de leurs enfants, peuvent se révéler tout à fait pertinentes.

Pour suivre, *Des bonnes raisons de refuser l'alphabétisation* (p. 100) tente d'analyser pourquoi, face à une offre d'alphabétisation qui semble souvent plus basée sur la générosité que sur la coopération et la solidarité, la demande peut parfois être bloquée, et en quoi les refus d'entrer en formation sont légitimes. Il conclut que la reconnaissance et la participation sociales sont des préalables à toute démarche d'apprentissage.

Les deux derniers articles présentent chacun un projet ayant abouti à la production d'outils de sensibilisation aux itinéraires d'analphabétisme réalisés par des associations ou groupes d'apprenants ayant pris la parole lors du colloque des 5 et 6 septembre évoqué plus haut : *De la brume à la plume : chronique d'une parole sans détour* (p. 103) et *Y'a pas d'âge : la télévision pour (se) dire, (se) lire et (s') écrire* (p. 110). Ces démarches illustrent des pratiques d'alphabétisation populaire exigeantes où il s'agit de travailler ensemble, de produire du savoir ensemble, de s'en sortir ensemble en cherchant **un mode d'intervention politique qui crée l'égalité.**

En complément des réflexions et analyses proposées dans les différents articles, le numéro se termine avec une recension bibliographique (p. 114) dont certaines références déjà anciennes sont toujours d'actualité, dont d'autres plus récentes nous disent par quels mécanismes et quelles politiques scolaires, sociales, économiques et culturelles, un certain nombre d'enfants, aujourd'hui en difficulté d'apprentissage, risquent d'être les illettrés de demain. Et reposent avec nous la question : **notre société aurait-elle besoin d'une population illettrée ?**